

Nouvelle mobilisation massive contre Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 27 novembre 2019



Les Guinéens ont à nouveau manifesté en masse mardi à Conakry contre un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé, a constaté un correspondant de l'AFP.

Fode Oussou Fofana, un responsable de l'opposition au président, a chiffré le nombre de manifestants à un million tandis que la presse a avancé le chiffre de 800.000.

De tels chiffres se sont révélés invérifiables depuis le début du mouvement.

Mais cette marche impressionnante aux couleurs rouges de l'opposition est le dernier acte en date de la contestation lancée le 14 octobre par le Front national de défense de la Constitution, un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la

société civile.

“Non à la présidence à vie”, “Alpha Condé dictateur”, ont scandé les manifestants, ainsi que “Mort aux assassins”, référence à la mort de plusieurs civils tués lors de précédentes journées de manifestation.

Aucun incident significatif n’a été rapporté au cours de celle-ci.

Les forces de l’ordre, à nouveau déployées en nombre, sont restées discrètes.

Depuis un mois et demi, le FNDC est parvenu à mobiliser à plusieurs reprises des foules de manifestants qui ont envahi les rues des quartiers périphériques de Conakry, fiefs de l’opposition.

Les protestations ont à différentes reprises été brutalement réprimées. Au moins 20 civils ont été tués depuis le 14 octobre, ainsi qu’un gendarme.

La Guinée, coutumière des protestations et des répressions brutales, est en proie à l’agitation depuis que le FNDC a appelé à faire barrage au projet prêté à M. Condé, élu en 2010 et réélu en 2015, de briguer sa propre succession en 2020 et de réviser dans ce but la Constitution, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

Les forces de sécurité ont fait l’objet en novembre d’un rapport accusateur d’Amnesty International. Il dénonce l’usage

excessif de la force, les interdictions de manifestations pacifiques, les arrestations “massives” et “arbitraires”, les cas de torture et l’impunité des gendarmes et policiers.

Le gouvernement s’est défendu contre un rapport ignorant selon lui ses efforts.

A 81 ans, M. Condé, ancien opposant historique qui fut le premier président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires et militaires, entretient le flou sur ses intentions, mais a lancé en septembre des consultations sur la Constitution.

[Africanews/AFP](#)